

# La Russie freine les ambitions de l'ONU dans la lutte contre le sida

Les Nations unies sont divisées sur la question de la prise en charge des populations les plus vulnérables, notamment des homosexuels

NEW YORK, NATIONS UNIES -  
correspondante

Réunis tous les cinq ans dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU pour réaffirmer leur volonté politique de mettre un terme à l'épidémie du sida, d'ici à 2030, dans le monde, les 193 Etats membres ont fait entendre des voix discordantes. Les pays les plus conservateurs, Russie en tête, soutenue par l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Iran et l'Indonésie, ont mis en avant leur souveraineté en matière de santé publique et leurs « valeurs religieuses et morales » pour tenter d'affaiblir un texte qui n'a, de toutes les façons, aucune valeur contraignante. Cela a abouti à l'adoption d'une déclaration politique de compromis « insuffisante » et « imparfaite » pour les organisations non gouvernementales qui militent pour le droit des populations LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans), notamment en Afrique.

Le texte réaffirme en vingt pages la nécessité d'intensifier la lutte pour éradiquer l'épidémie de sida, de renforcer l'accès aux soins et à la prévention des personnes les plus exposées au VIH et d'adopter des réponses « différenciées ». Mais il ne fait que très vaguement référence aux « popu-

lations-clés » qui correspondent, dans le jargon onusien, aux populations les plus vulnérables (homosexuels, transsexuels, prostituées et toxicomanes), toujours stigmatisées dans de nombreux pays et de dix à vingt-quatre fois plus exposées au risque d'être infectées par le virus du sida.

« Un signal inquiétant avait déjà été envoyé quand vingt-deux ONG, majoritairement LGBT, n'ont pas obtenu l'autorisation de participer à cette réunion de haut niveau, estime Alix Zuinghedau,

membre de la coalition PLUS, l'union internationale d'associations de lutte contre le sida. Aujourd'hui, nos craintes sont confirmées. Il y a une vraie volonté d'effacer les populations-clés de la feuille de route. »

Serge Yotta, directeur d'Affirmative Action, association basée à Yaoundé, au Cameroun, devait participer au débat mais a vu son accréditation refusée sous l'action commune d'une cinquantaine de pays portés par la Russie. « On est très surpris et choqués de voir ce qui arrive. On perd du temps encore à définir les populations cibles, c'est vraiment lamentable », déplore-t-il. Même son de cloche pour Fouad Boutemak, de l'Association tunisienne de lutte contre les MST et le sida : « La lutte contre le sida est vraiment mal engagée avec un tel texte, qui ne cible

pas la riposte sur les populations qui concentrent le plus grand nombre d'infections. »

La ministre de la santé française, Marisol Touraine, qui a fait le déplacement à New York, estime, elle aussi, que « le sida est un combat de santé publique, mais aussi une question éminemment politique ». Elle a regretté publiquement que « des pays freinent beaucoup » les avancées. « Imaginer qu'on peut combattre la maladie sans stratégie à l'égard des populations-clés est une illusion », estime-t-elle. La criminalisation, la discrimination et la stigmatisation de ces populations restent d'ailleurs un moteur essentiel de l'épidémie, qui, en 2016, atteint 36,7 millions de personnes dans le monde, dont 19 millions ignorant leur statut sérologique.

## « Impératif de justice »

« Cette approche ciblée doit s'appliquer partout dans le monde. C'est un impératif éthique, un impératif de justice, mais aussi d'efficacité », a insisté M<sup>me</sup> Touraine. A cet égard, elle a annoncé que la France étendrait l'accès et la prise en charge du Truvada, un traitement préventif au VIH, aux 300 Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD). Depuis le mois de décembre 2015, ce traitement pro-

phylactique était prescrit uniquement en unité hospitalière, et 800 personnes en ont déjà profité. « Le but est justement d'atteindre les populations les plus réfractaires aux stratégies classiques de prévention », affirme-t-elle.

Sur le front des bonnes nouvelles, la déclaration adoptée jeudi 9 juin comporte quelques avancées majeures : l'objectif de mettre sous traitement antirétroviral 30 millions de personnes d'ici à 2020, alors qu'elles ne sont que 17 millions en 2015. Les Etats membres se sont aussi engagés à appliquer l'ambitieuse politique du 90-90-90 à l'horizon 2020 : 90 % des personnes vivant avec le VIH doivent avoir connaissance de leur statut sérologique, 90 % des personnes infectées doivent recevoir un traitement antirétroviral et 90 % des personnes recevant ce traitement doivent avoir une charge virale indétectable.

La déclaration prévoit aussi de réduire le nombre de personnes infectées par le virus de 2,1 millions en 2015 à moins de 500 000 en 2020. Ce changement de paradigme face au VIH est nécessaire « si nous voulons stopper la maladie d'ici à 2030 », estime le directeur de l'ONU-sida, Michel Sidibé : « Nous avons une fenêtre d'opportunité de cinq ans, il faut la saisir. » ■

MARIE BOURREAU

**« Nos craintes  
sont confirmées.  
Il y a une vraie  
volonté d'effacer  
les populations-  
clés de la feuille  
de route »**

ALIX ZUINGHEDAU  
coalition PLUS